



FRANCOPOL

Réseau international francophone de formation policière



1701, rue Parthenais,
Montréal (Québec) H2K 3S7
Canada
Tél: +1 514 590-6883
info@francopol.org
www.francopol.org

Rapport annuel 2021

Table des matières

1. Mot de la présidente.....	3
2. Présentation de FRANCOPOL.....	4
2.1. Profil organisationnel.....	4
2.1.1. Mission, vision et valeurs.....	4
2.1.2. Services offerts.....	4
2.1.3. Membres.....	5
2.2. Structure.....	6
2.2.1. Comité de direction.....	7
2.2.2. Bureau international	8
2.2.3. Assemblée générale	8
2.2.4. Conseil des Sages	9
2.2.5. Secrétariat général	9
2.2.6. Soutien au secrétariat général.....	9
3. Planification stratégique 2018-2021 • Réalisations 2021	10
3.1. Partager les pratiques inspirantes.....	10
3.1.1. Carrefour FRANCOPOL de l'information et du savoir (CFIS)	10
3.1.2. 6 ^e congrès international FRANCOPOL à distance	10
3.1.3. Travaux des comités techniques	11
3.2. Accroître l'efficacité du réseau	18
3.2.1. Tenue d'un sondage auprès des membres	18
3.2.2. Travaux sur la planification stratégique 2022-2025	18
3.2.3. Changements administratifs.....	19
3.2.4. Infolettres.....	19
3.3. Promouvoir FRANCOPOL.....	19
3.3.1. Rencontre entre les membres canadiens.....	19
3.3.2. Présence de FRANCOPOL dans divers événements	20
4. États financiers.....	22
Rapport de la trésorerie	22

1. Mot de la présidente

Première expérience d'un congrès international à distance

Pour la première fois depuis sa création, FRANCOPOL a organisé son 6^e congrès international à distance, les 17 et 18 novembre 2021. Cet événement majeur pour notre réseau se distingue des précédents puisqu'il est intervenu dans un contexte de crise sanitaire sans précédent. Néanmoins, grâce aux nouvelles technologies, ce sont 18 pays et près de 300 participants qui se sont connectés depuis toutes les régions du monde, soit de l'Afrique, l'Amérique, l'Asie et l'Europe. Son programme est le fruit d'un travail collaboratif de l'ensemble des comités techniques de FRANCOPOL sous le thème général « Police et citoyen : la confiance au cœur des interventions ». Cet événement majeur a permis aux experts et aux plus hauts responsables de l'espace francophone de conduire nos réflexions sur les moyens d'améliorer les relations entre la population et la police.

En 2021, comme tous les ans, notre objectif majeur était de répondre au mieux aux besoins de chacun de celles et ceux qui font partie de notre communauté. Nous avons redoublé d'efforts afin de poursuivre la promotion de notre réseau et de son expertise grâce à notre participation à différents événements internationaux, régionaux ou nationaux. Nous étions à pied d'œuvre pour renforcer les capacités des forces de sécurité intérieure (FSI) dans de nombreux pays et en particulier au Sahel. Aujourd'hui, ce sont plus de 2 000 FSI qui ont été sensibilisés à la détection des engins explosifs improvisés. Ce sont plus de 400 policiers et gendarmes qui ont été formés à l'audition et l'écoute des mineurs victimes. Nous nous sommes aussi investis dans de nouveaux projets. Nos comités techniques et leurs experts élaborent et contribuent à l'élaboration d'outils pratiques. Notre dernier ouvrage sera destiné aux professionnels policiers, gendarmes et magistrats, et vise à lutter contre l'abus et l'exploitation sexuels d'enfants en ligne. Il contribuera à agir de manière concrète contre ce fléau.

Toutes nos actions, qu'elles prennent la forme de sessions de formation ou de rencontres d'échanges entre experts, prouvent un engagement solidaire fort et sans cesse renouvelé de nos membres. Nos efforts seront mobilisés, dès le début de la prochaine année, à la mise en place d'une nouvelle planification stratégique qui s'échelonnara de 2022-2025. Elle contribuera à moderniser et dynamiser nos pratiques en s'assurant de préserver les valeurs fondamentales qui ont mené à la création de notre réseau.

FRANCOPOL a la chance de rassembler autant de femmes et d'hommes d'exception engagés pour répondre aux nombreux défis imposés à la communauté policière francophone. Vos collaborations et votre dévouement permettent de dépasser, année après année, les objectifs que nous nous étions fixés.

Je tiens à vous exprimer toute ma reconnaissance et toute ma fierté à rassembler autant de conviction. Je vous remercie infiniment pour votre dynamisme et votre implication à toute épreuve.

Sophie Hatt
Présidente

2. Présentation de FRANCOPOP

2.1. Profil organisationnel

Le réseau international francophone de formation policière, FRANCOPOP, est un organisme de concertation et de coopération qui a pour mission de favoriser la mise en commun des meilleures pratiques, des recherches et des réflexions dans les domaines de la formation et de l'expertise policières.

FRANCOPOP est l'un des seize réseaux institutionnels de la Francophonie, partenaire privilégié de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

Le réseau regroupe des services et des écoles de police, en plus d'intégrer des universités et centres de recherche ayant en commun la volonté de s'associer pour partager et faire émerger les nouvelles tendances inspirées des meilleures pratiques policières.

2.1.1. Mission, vision et valeurs

Mission

Favoriser la mise en commun des meilleures pratiques, des recherches et des réflexions en rapport avec la formation et l'expertise policières.

Vision

Devenir un pôle d'excellence dans le partage et l'émergence de nouvelles tendances en matière de formation et d'expertise policières francophones.

Valeurs

- **Respect** : promotion de la paix, de la démocratie et des droits de l'homme, respect des autres dans l'établissement de liens de collaboration et valorisation de la diversité des membres;
- **Intégrité** : promotion de l'intérêt public et des actions au service des citoyens par le transfert du savoir, du savoir-faire et du savoir-être en respectant les règles de la propriété intellectuelle.

2.1.2. Services offerts

Il existe cinq catégories de membre au sein de FRANCOPOP, soit les membres votants, les membres associés, les membres associés individuels, les membres observateurs et les partenaires privés. Chacune de ces catégories de membre offre certains avantages, par exemple :

- D'assister aux activités (conférence, séminaire, atelier d'experts, formation) organisées par le réseau et ses membres ;
- D'accéder à la bibliothèque virtuelle du réseau, le Carrefour FRANCOPOP de l'information et du savoir (CFIS), et à sa documentation provenant des organisations membres ;
- De diffuser des informations sur les innovations et les enjeux en matière de sécurité ;
- D'interroger la communauté sur des enjeux nationaux ;
- De prendre part à la réflexion et à la rédaction des ouvrages de la collection de FRANCOPOP ;
- De participer aux travaux des comités techniques.

2.1.3. Membres

Pour l'année 2021, le réseau FRANCOPOL a accueilli en ses rangs deux nouveaux membres. En effet, le 26 mars 2021, l'adhésion comme membre associé, de la Police Républicaine du Bénin, a été approuvée par les membres du Bureau international. Puis, l'Institut de lutte contre la criminalité économique, basée en Suisse, a aussi reçu l'aval des membres du Bureau international, le 16 septembre 2021, pour agir à titre de membre associé.

Au 31 décembre 2021, FRANCOPOL comptait 61 organisations membres, dont 48 membres votants, 12 membres associés et un membre associé individuel.

LISTE DES MEMBRES PAR PAYS AU 31 DÉCEMBRE 2021	
Autre	
Association européenne des professionnels de l'évaluation des menaces (AETAP)	Associé
Belgique	
Académie de Police de Namur (ANP)	Votant
Centre d'études sur la police (CEP)	Associé
Comité permanent de contrôle des services de police	Associé
École Régionale et Intercommunale de police (ERIP)	Votant
Inspection générale de la police fédérale et locale (AIG)	Associé
Police fédérale	Votant
Police locale de Liège	Votant
Province du Hainaut	Votant
Zone de police de Boraine	Votant
Zone de Police Bruxelles-Capitale-Ixelles	Votant
Zone de police de Bruxelles-Nord	Votant
Zone de police Mons-Quévy	Votant
Bénin	
Police Républicaine du Bénin	Associé
Burkina Faso	
Direction Générale des Écoles de Police du Burkina Faso (Académie de police et École nationale de police)	Votant
Cameroun	
Direction de la formation de la DGSN camerounaise	Votant
École internationale des forces de sécurité (EIFORCES)	Votant
Canada	
Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC)	Associé
Collège canadien de police	Votant
Collège La Cité, Institut des services d'urgence et juridiques	Associé ind.
Commissaire à la lutte contre la corruption	Votant
École nationale de police du Québec	Votant
Gendarmerie royale du Canada	Votant
Régie intermunicipale de police Thérèse-De-Blainville	Votant
Réseau intersection	Associé
Service de police de Laval	Votant
Service de police de la Ville de Montréal	Votant

LISTE DES MEMBRES PAR PAYS AU 31 DÉCEMBRE 2021

Service de police de la Ville de Québec	Votant
Service de police de l'agglomération de Longueuil	Votant
Sûreté du Québec	Votant
Université du Québec à Trois-Rivières	Associé
Côte d'Ivoire	
École de police de Korhogo	Votant
Espagne	
Institut de Seguretat Pública de Catalunya	Votant
France	
Centre français de recherche sur le renseignement (CF2R)	Associé
École nationale supérieure de la police	Votant
Gendarmerie nationale	Votant
Institut des hautes études du ministère de l'Intérieur (IHEMI)	Associé
Police nationale	Votant
Gabon	
Forces de Police Nationale	Votant
Kosovo	
Académie du Kosovo pour la sécurité publique	Votant
Luxembourg	
École de Police Grand-Ducale	Votant
Principauté de Monaco	
Sûreté publique de Monaco	Votant
République de Macédoine	
Ministère de l'Intérieur	Associé
Sénégal	
Direction générale de la Police Nationale	Votant
Suisse	
Académie de police de Savatan	Votant
Centre interrégional de formation de police (CIFPol)	Votant
Corps des Gardes-frontière	Votant
Institut suisse de police	Votant
Office fédéral de la Police fedpol	Votant
Police cantonale bernoise	Votant
Police cantonale de Bâle-Ville	Votant
Police cantonale de Genève	Votant
Police cantonale du Tessin	Votant
Police cantonale fribourgeoise	Votant
Police cantonale jurassienne	Votant
Police cantonale valaisanne	Votant
Police cantonale vaudoise	Votant
Police municipale de Lausanne	Votant
Police Neuchâteloise	Votant
Sécurité militaire (Police militaire)	Votant
Université de Lausanne / École des sciences criminelles	Associé
Partenaires ayant contribué aux activités de FRANCOPOL en 2021 :	
Force de sécurité intérieure du Liban, Direction générale de la police du Niger.	

2.2. Structure

FRANCOPOL est un réseau francophone international incorporé au Québec (Canada) en tant qu'organisme à but non lucratif. Les statuts prévoient que FRANCOPOL compte trois instances décisionnelles, soit l'assemblée générale, le Bureau international et le comité de direction. Il compte aussi une instance à rôle consultatif, le Conseil des Sages. FRANCOPOL peut compter sur un secrétariat général pour la gestion de ses activités courantes et la réalisation de ses projets. Les contributeurs sont des employés d'organisations membres qui collaborent en équipe de façon virtuelle.

2.2.1. Comité de direction

Le comité de direction est composé de six administrateurs qui occupent respectivement les fonctions de président, secrétaire général, trésorier, et vice-présidents Amériques, Asie/Océanie, Europe et Afrique. Le comité de direction peut également compter sur le soutien d'un conseiller stratégie et instances. Les membres du comité de direction sont élus parmi les membres du Bureau international. Ils sont notamment responsables de mettre en œuvre les orientations définies par l'assemblée générale et le Bureau international, de présenter les rapports annuels et les états financiers à l'assemblée générale, ou encore de statuer sur les demandes d'adhésion.



Sophie Hatt

Présidente

Directrice – Directrice de la coopération internationale de sécurité
Ministère de l'Intérieur (France)



Patrice Cardinal

Secrétaire général et vice-président Asie/Océanie

Directeur des communications et des relations internationales
Sûreté du Québec (Canada)



Marc Desaulniers

Trésorier

Directeur de la recherche, de l'expertise et de la pédagogie
École nationale de police du Québec (Canada)



André Etter

Vice-président Europe

Coordinateur romand de la formation policière
Police cantonale vaudoise et Conférence latine des Chefs de département de justice et police (Suisse)



Serge Côté

Vice-président Amériques

Directeur

Collège canadien de police (Canada)



Roger Ouédraogo

Vice-président Afrique

Contrôleur général de Police, conseiller technique du Ministre de la Sécurité

Ministère de la Sécurité du Burkina Faso



Pierre St-Antoine

Conseiller stratégie et instances

Directeur général

École nationale de police du Québec (Canada)

2.2.2. Bureau international

Le Bureau international représente les membres et a pour mandat d'administrer FRANCOPOL, d'approuver les budgets annuels, les plans d'action, ainsi que tout autre document d'orientation stratégique. Il est composé de 15 administrateurs élus par l'assemblée générale et d'un vice-président associatif ayant voix consultative désignée par le comité de direction.

En plus des membres du comité de direction cités précédemment, le Bureau international est composé des administrateurs(-trices) suivants :

Cyril Amberg

Institut suisse de police (Suisse)

Régis Bastide

Sûreté publique de Monaco

Suzanne Boucher

Service de police de la Ville de Montréal (Canada)

Frédéric Dauphin

Zone de police Bruxelles Nord (Belgique)

Éric Freysselinard

Vice-président associatif

Institut des hautes études du ministère de l'Intérieur (IHEMI) (France)

Hugues Lebedelle

Académie provinciale de police du Hainaut (Belgique)

Gilles Martin

Gendarmerie nationale (France)

Cécile Oyono

École internationale des forces de sécurité du Cameroun (Cameroun)

Karen Plasschaert

Police fédérale (Belgique)

Nomination à venir

Gendarmerie royale du Canada (Canada)

2.2.3. Assemblée générale

L'assemblée générale est l'instance suprême du réseau dont font partie tous les membres votants. Chaque membre votant est représenté à l'assemblée générale par un délégué qui exerce le droit de vote au nom de son organisation. Les membres associés, individuels et observateurs peuvent assister et intervenir lors des réunions de l'assemblée générale, mais ils ne disposent pas de droit de vote.

2.2.4. Conseil des Sages

Le Conseil des Sages est composé de hauts dirigeants d'organisations acceptant d'appuyer concrètement le fonctionnement de FRANCOPOL et de contribuer à son développement par leurs avis et conseils. À ce titre, ils ont une voix consultative au sein du comité de direction et du Bureau international et peuvent participer aux activités du réseau. Les membres du Conseil des Sages sont nommés par le Bureau international.

2.2.5. Secrétariat général

FRANCOPOL n'a aucun employé permanent et compte sur l'implication des personnels issus des organisations membres :

Pascale Allisse

Conseillère de la Présidente

Direction de la coopération internationale de sécurité - Ministère de l'Intérieur (France)

Cynthia Massé et Rachel Morin-Leclerc

Conseillères du secrétaire général

Sûreté du Québec

Stéphanie Bastien

Coordonnatrice des plateformes technologiques

École nationale de police du Québec

Suzanne Roy

Coordonnatrice des instances et de la trésorerie

École nationale de police du Québec

Vanessa Gay-Para

Coordonnatrice des comités techniques

Police fédérale belge

2.2.6. Soutien au secrétariat général

Barbara Maton

Graphiste

Institut Provincial de Formation du Hainaut

3. Planification stratégique 2018-2021 • Réalisations 2021

L'année 2021 a encore une fois été fortement marquée par la pandémie mondiale. Néanmoins, certaines activités à l'international ont lentement repris leur cours. Malgré les circonstances, FRANCOPOL a su d'adapter et a tenu son 6^e congrès international à distance afin de poursuivre sa mission de partage des pratiques inspirantes. FRANCOPOL a ainsi pu conserver sa place de référence en matière d'expertise et de formation policières au sein de la Francophonie.

3.1. Partager les pratiques inspirantes

3.1.1. Carrefour FRANCOPOL de l'information et du savoir (CFIS)

Le portail du CFIS offre un accès unique à de nombreuses sources d'information, dont plusieurs collections portant sur les enjeux de sécurité publique ainsi que de formation policière.

Les travaux des comités techniques, les demandes de collaboration et les réponses des membres, de même que les outils de nos partenaires sont venus alimenter la plateforme documentaire.

Cette année, 31 personnes ont demandé un accès au CFIS, ce qui porte le nombre d'abonnés actifs à 285.

De plus, six demandes de collaboration ont été présentées et mises à la disposition des membres dans la plateforme du CFIS. Les sujets de ces demandes de collaboration sont les suivants :

- Caméra piéton.
- Les procédures de palpation de sécurité des personnes dans le respect de l'orientation religieuse.
- La sélection et la formation du passage d'un niveau officier (commissaire) vers un niveau d'haut-officier (commissaire divisionnaire).
- Interception de véhicule et collecte de données sur les conducteurs.
- Contrôle coercitif - Violence conjugale.
- Tests physiques d'admission de la police et maintien de la compétence.

3.1.2. 6^e congrès international FRANCOPOL à distance

Le 6^e congrès international de FRANCOPOL a été organisé les 17 et 18 novembre 2021 à distance. Ce sont près de 300 inscriptions, provenant de dix-huit pays, qui ont été enregistrées dans le but de participer aux conférences et ateliers offerts pendant les deux demi-journées du congrès.

Les thématiques abordées dans le cadre des activités ont permis de mettre en lumière l'importance de l'approche humaine lors des interventions policières. Cet événement a d'ailleurs permis de démontrer que les participants et leurs organisations, venus de tout l'espace francophone, travaillent à enrichir ce lien fondamental entre la police et le citoyen.

Il s'agissait d'un premier congrès organisé par FRANCOPOL à se dérouler entièrement à distance. Malgré quelques problèmes techniques qui sont survenus, l'ensemble des conférences et ateliers prévu a pu se dérouler sans heurt. D'ailleurs, selon le résultat du

sondage réalisé à la suite de l'événement, 94 % des répondants se sont dits satisfaits ou même très satisfaits de leur expérience.

Une subvention de la part de l'OIF a été accordée aux organisations membres de cinq pays du continent africain. La somme reçue a permis aux membres de ces pays de se rassembler et de pouvoir bénéficier d'une salle offrant une connexion Internet permettant de participer, à distance, à la diffusion du congrès et de ses ateliers.

Statistiques inscriptions	
Nb d'inscriptions au congrès	300
Nb de non-membres	7
Nb de pays participants	18
Nb d'hôtels réservés en Afrique pour faciliter leur participation	5 (Bénin, Burkina, Cameroun, Côte d'Ivoire, Sénégal)
Statistiques sondage	
Nb de participants au sondage	123
Niveau global de satisfaction	90,2 % se disent satisfaits ou très satisfaits
Thématique bien abordée	94,3 % disent que oui
Réponse de la thématique aux enjeux des organisations	93,4 % disent que oui
Nouveaux participants	77 %
À la hauteur des attentes	87,6 % Oui ; 9 % non, le reste = oui et non
Perception du niveau d'organisation	62 % disent très organisé, 32 % disent bien organisé

Durant les quelques semaines précédant le congrès à distance, FRANCOPOPOL a pu bénéficier du soutien d'une stagiaire, afin de prêter main-forte au secrétariat général dans la préparation de l'événement.

3.1.3. Travaux des comités techniques

FRANCOPOPOL mise en grande partie sur la collaboration de ses membres pour accomplir sa mission. C'est pourquoi le réseau s'est doté, au fil des ans, de comités techniques formés d'experts internationaux travaillant sur des thématiques bien précises et qui sont d'intérêt stratégique.

Les comités techniques permettent à FRANCOPOPOL de favoriser le développement des meilleures pratiques par la mise en commun des recherches et des réflexions en matière de formation et d'expertise policières. Par ailleurs, ceux-ci permettent de demeurer à l'affût des nouvelles tendances et des innovations grâce au partage entre les partenaires et experts œuvrant dans ce secteur d'activité.

Rencontre des coordonnateurs de comités techniques

Une toute première rencontre rassemblant les coordonnateurs des 10 comités techniques s'est déroulée le 24 mars 2021. Ce rassemblement virtuel fort attendu, était animé par Vanessa Gay-Para, coordonnatrice des comités techniques au sein du secrétariat général, et visait plusieurs objectifs :

- Permettre aux coordonnateurs d'échanger sur leurs travaux et objectifs respectifs

de manière à avoir une meilleure perspective des activités du réseau et de créer des synergies entre les différents comités techniques;

- Présenter les nouveaux outils qui ont été mis à leur disposition, au cours de l'année, soit : la bonification de la section « Comités techniques » du site Internet, le guide du coordonnateur, la fiche de planification annuelle, les espaces Moodle, et l'application Teams qui remplacera dorénavant Webex pour réaliser les rencontres à distance;
- Informer, via le comité de programme, les coordonnateurs de comités techniques des orientations du congrès à distance.

Cette première rencontre des coordonnateurs a été très appréciée par les participants. Une telle rencontre deviendra récurrente pour les prochaines années.

Comité des écoles

Les travaux du Comité des écoles pour l'année 2021 ont été consacrés à la réalisation du congrès à distance. Le comité a assuré la coordination de la programmation en collaboration avec le Comité technique police et citoyen et a soutenu le comité organisateur dans la gestion de l'appel à conférences et la sélection des conférences et conférenciers.

Comité technique comportement policier

Dans un contexte de crise internationale de la COVID-19, le comité technique s'est réuni à distance à cinq reprises, a accueilli deux nouveaux membres provenant du Québec et de la France, soit de la Sûreté du Québec et de l'Inspection générale de la Police nationale. Un changement d'appui administratif au sein du Comité a également eu lieu.

L'objectif principal du comité technique a été de présenter une thématique d'actualité au congrès 2021, et ce, sur un modèle de congrès à distance. L'atelier présenté traitait de la posture et tenue des policiers, intitulés : « *Hipsters, tatoués, fringués... trop stylés! Dans une société plurielle, les dilemmes de la posture et des tenues policières pour inspirer confiance : définir, guider, surveiller, réagir* ».

La préparation de cette intervention a été coordonnée en sous-groupes de travail, nécessitant une étroite collaboration au sein du comité. L'opportunité de cette présentation au congrès et les échanges au sein du panel ont permis d'obtenir de précieux retours, que ce soit sur l'importance et l'utilité du thème, des contenus et des éléments proposés ainsi que sur la méthode de présentation virtuelle. Cette capitalisation permettra de compléter l'approche et d'envisager une future publication. Le comité technique poursuivra le travail sur ses autres thèmes et sera en mesure de s'inscrire pleinement pour un futur congrès en présentiel.

Comité technique sur la cybercriminalité

Le comité technique a eu l'occasion de participer à plusieurs projets très stimulants au cours de l'année. La présentation d'une conférence, lors du congrès à distance, sur la thématique : « *La violence conjugale à l'ère numérique : Aider les policiers à mieux intervenir auprès des victimes* » est un point phare de l'engagement du comité technique pour l'année 2021.

À la demande de l'OIF, le comité a contribué au guide pratique sur la consolidation de l'État civil dans l'espace francophone : enjeux et perspectives pour les acteurs de la Francophonie.

Puis, lors de la venue au Québec du Conseiller Innovation et numérique du Cabinet de la Secrétaire générale de la Francophonie, s'est tenue une rencontre, avec la co-coordonnatrice du comité technique, dans le but de présenter les travaux du comité dans l'objectif de la nouvelle Stratégie de la Francophonie numérique 2022-2026.

Comité technique sur la gestion des foules et droits du citoyen

Le comité technique s'est fixé deux objectifs pour 2021. Le premier a visé à établir un état des lieux de l'évolution de la société et de ses phénomènes en typologie des foules, des droits du citoyen ainsi que les nouveaux principes de sécurité publique mis en place depuis l'édition du guide en 2018.

Le deuxième a permis une présentation virtuelle des thèmes d'actualités au congrès 2021. L'organisation a retenu le thème : « *Vers une gestion négociée de l'espace public renforçant la confiance entre police et citoyen : panorama des nouveaux défis et pratiques innovantes* ». Cet atelier a permis de partager sur des thèmes communs et d'aboutir à l'identification de pistes de solutions profitables pour tous sur base des expériences respectives autour de problématiques communes auxquelles le monde policier est aujourd'hui confronté.

Ces travaux complémentaires menés devraient permettre, à terme, de compléter un guide et de s'inscrire pleinement dans l'actualité d'un futur congrès en présentiel.

Comité technique communication de crise

Le partage de bonnes pratiques est au cœur des actions du Comité technique sur la communication de crise. Il a été décidé que quelques-fois par année, un membre présentera un plan de réponse à un événement d'envergure qui est survenu sur son territoire, ou qui pourrait survenir, et pour lequel son équipe de communication a dû intervenir, ou pourrait être sollicitée. À l'issue, la rédaction d'une fiche résumé est proposée pour chacune des présentations. Les fiches seront déposées dans le Carrefour FRANCOPOL de l'information et du savoir (CFIS).

Un second projet, qui a débuté en 2021, est en cours d'élaboration, soit celui d'identifier le profil, les compétences et les formations des communicateurs de police, dans le but de partager l'information entre les membres du comité.

La présentation du comité au congrès à distance de 2021 a été faite par M. Jean-Christophe Sauterelle, co-coordonnateur du comité technique, commissaire principal et directeur communication et relation avec les citoyens à la Police cantonale vaudoise. La conférence portait sur les événements du 17 octobre 2020, où un petit groupe de militants ont installé une zone à défendre (ZAD) sur une colline dans le Canton de Vaud en Suisse, dans le but d'empêcher l'extension de la carrière de ciment Holcim, qui menacerait le plateau de la Birette.

Comité technique sur la lutte à la corruption - Création

En juillet dernier, le Commissaire à la lutte contre la corruption, organisme québécois, a demandé au secrétariat général de FRANCOPOL la possibilité de mettre sur pied un nouveau comité technique qui aurait pour objectif l'échange de bonnes pratiques en matière de lutte contre la corruption.

L'analyse de la demande a permis au Bureau international de constater qu'il s'agissait d'un sujet d'actualité qui n'était pas abordé dans un autre comité technique du réseau et qu'il serait très utile pour les organisations membres d'avoir un lieu d'échange sur le sujet.

Un appel à candidatures donc a été envoyé aux membres. C'est plus d'une dizaine d'organisations qui ont fait part de leur intérêt à prendre part aux travaux de ce nouveau comité technique.

La première action du comité s'est tenue le 15 septembre 2021 dans le cadre de l'activité « *Formation des enquêteurs en matière de collusion dans les marchés publics et de corruption* ».

Comité technique lutte contre le terrorisme

Formation de personnes-ressources à la détection des engins explosifs improvisés et des précurseurs chimiques d'explosifs

En partenariat avec l'attaché régional de sécurité intérieure au Burkina Faso, le vice-président Afrique de FRANCOPOP, et avec le soutien du Centre français de crise et de soutien du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, FRANCOPOP a organisé une formation de personnes-ressources à la détection des engins explosifs improvisés (EEI) et des précurseurs chimiques d'explosifs du 20 au 24 septembre 2021 à l'École nationale de police de Ouagadougou. Ce sont 25 policiers et gendarmes affectés dans de nombreuses villes du pays qui ont pu participer à cette session dédiée à la détection et à la reconnaissance des EEI ainsi qu'à la mise en œuvre des mesures conservatoires visant à la neutralisation des engins.

Les experts venus de la police judiciaire et de la sécurité civile française ont remis à chaque stagiaire et au formateur burkinabé, les outils pédagogiques leur permettant de dupliquer l'information à leurs pairs. Cette session de formation a été saluée et clôturée par les plus hautes autorités du ministère de la Sécurité burkinabé.

Congrès international de FRANCOPOP

À l'occasion de la préparation du congrès international à distance, l'ensemble des membres a été mis à contribution pour partager son expertise. Monsieur William Wandji, commissaire de police du Cameroun, a proposé aux participants une conférence sur « *Les comités de vigilance dans les villages en Afrique* ».

Changement de coordinateur

Compte tenu des enjeux liés à la thématique, le Directeur Général de la Sécurité Civile et de la Gestion des Crises français a été sollicité pour que le commandant de police Michel Grenier, chef de la division renseignement de la sous-direction des moyens nationaux au groupement d'intervention du déminage et membre actif du comité technique puisse devenir le coordinateur. Monsieur Grenier pourra bénéficier du soutien de la Direction de la coopération internationale de sécurité dans la mise en œuvre des différentes activités.

Comité technique lutte contre les violences faites aux mineurs et aux femmes

Participer à la refonte du guide sur l'État civil élaboré par l'OIF

À la lumière des évolutions majeures enregistrées dans ce domaine au cours des dernières

années et des ambitions portées par l'OIF, l'État civil constituant aujourd'hui une priorité de la Secrétaire générale, le guide élaboré en 2014 nécessite aujourd'hui une refonte. Celle-ci se traduira par le développement en parallèle d'une version numérique, offrant davantage de potentialités et de praticités. Un travail d'évaluation du guide de 2014 et d'identification des pistes de refonte a été mené en 2021. Sur cette base, une première consultation, entre l'OIF et les réseaux à l'origine du guide a conclu à la nécessité d'impliquer les réseaux institutionnels et les acteurs de la Charte de la Francophonie qui ont développé de l'expertise et des actions sur l'État civil et en particulier l'enregistrement des naissances. Ceci afin que la nouvelle version du guide soit l'occasion de fédérer l'expertise des institutions francophones et reflète au mieux la richesse du savoir-faire de la Francophonie dans ce domaine.

FRANCOPOL a ainsi transmis huit contributions venant de Belgique, du Burkina Faso, du Canada, de la France et du Niger sur différentes thématiques comme la cybercriminalité, la formation, l'analyse des actes de naissance, les stratégies nationales, les enfants fantômes et les réfugiés.

Accélérer la participation des femmes aux opérations de paix - Séance d'information

Le comité s'est également impliqué aux côtés de l'OIF, lors d'une activité intitulée « *Accélérer la participation des femmes aux opérations de paix* », organisée par le Fonds de l'initiative Elsie pour les femmes en uniforme dans les opérations de la paix.

Cette séance d'information, à laquelle a participé plus de 80 participants, avait pour objectif d'expliquer les modalités pour solliciter une demande de financement au Fonds, de partager les bonnes pratiques et les enseignements tirés de projets éprouvés, mais aussi de sensibiliser sur le rôle significatif de la diversité des genres dans les opérations de la paix et sur les obstacles et solutions au déploiement des femmes.

Le succès de la séance d'information a démontré la forte collaboration des acteurs, mais également l'importance de poursuivre le renforcement de la capacité des pays francophones pour augmenter le déploiement des femmes dans les opérations de maintien de la paix.

Renforcer les capacités des forces de sécurité et des acteurs responsables de la prise en charge des mineurs dans l'espace G5 Sahel

En partenariat avec le vice-président Afrique de FRANCOPOL et avec le soutien du Centre de crise et de soutien du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français, FRANCOPOL a organisé du 20 au 24 septembre 2021, un atelier pluridisciplinaire ainsi qu'une formation à Ouagadougou destinés à renforcer les capacités des forces de sécurité et des acteurs responsables de l'accompagnement des mineurs victimes d'actes terroristes.

Cette rencontre de haut niveau a été inaugurée par les plus hautes autorités du ministère de la Sécurité burkinabé. Elle rassemblait des cadres des ministères de la Femme, de la Solidarité nationale, de la Famille et de l'Action humanitaire, de la santé et de l'éducation nationale, juge des enfants, policiers, gendarmes médecins, association. Des échanges fructueux ont permis sa réussite et l'élaboration de recommandations pour trouver de nouveaux axes de partenariat et une meilleure coopération des intervenants.

Cet atelier a aussi permis de partager l'expérience nigérienne grâce à l'expertise reconnue de la cheffe de la division de la protection des mineurs et des femmes des forces de police du Niger, lauréate du Prix des Nations Unies pour la population de 2021.

La deuxième partie des travaux s'est poursuivie par une formation aux techniques d'audition et d'écoute des mineurs au profit d'une vingtaine de policiers et gendarmes affectés dans l'ensemble du pays et de partager l'expertise du Service de la police judiciaire et de la protection de la jeunesse du Luxembourg.

Participer au congrès international

Concernant le congrès à distance, M. Michel Carmans de la Police fédéral belge, coordinateur national du projet audition mineurs est intervenu sur « *Le rôle de la police dans la protection des mineurs* ».

La dénonciation quotidienne de violences faites aux enfants et aux femmes ne tarit pas dans nos sociétés occidentales. Afin d'optimiser, l'écoute du mineur victime ou témoin, le Comité technique sur la violence faite aux mineurs et aux femmes a initié plusieurs actions pour entendre et accompagner ceux-ci, et ce, en référence à de nouveaux protocoles validés scientifiquement pour recueillir la parole de l'enfant dans ses spécificités et ses limites.

Cette conférence avait pour objet de présenter les concepts clés des actions menées auprès des différentes organisations policières ayant des services policiers spécialisés pour recueillir la parole des enfants ainsi que les limites et les enjeux méthodologiques.

Proposer l'intervention des services de la Direction générale de l'État civil du Niger à la sensibilisation les jeunes policiers aux enjeux et aux défis de l'État civil

Également, à la demande des autorités nigériennes, l'OIF a initié des consultations avec la Direction générale de l'État civil du Niger, mais aussi d'autres acteurs très présents, tel que l'UNICEF Niger, afin de définir les besoins dans la poursuite de la mise en œuvre du plan stratégique national 2017-2021. Parmi ceux identifiés, il est ressorti sous l'Axe 5 « *Communication, plaidoyer et mobilisation sociale* » le besoin d'activités relatives à un « *Plaidoyer pour l'intégration du module sur l'État civil dans les curricula des écoles nationales d'instituteurs, de la police, de santé publique et d'alphabétisation* ».

La rencontre avec le directeur de l'École nationale de police a permis d'étudier la pertinence de ce besoin au sein des formations initiales et continue des policiers.

Aussi, dans le cadre de notre engagement et pour répondre à la nécessité de consolider nos efforts dans ce domaine, et avec leur accord, FRANCOPOL a proposé l'intervention des services de la Direction générale de l'État civil afin de sensibiliser les jeunes policiers aux enjeux et aux défis de l'État civil. Cette activité pourrait prendre la forme de conférences ou d'ateliers organisés à l'école selon les modalités convenues. Ces sessions pourraient se pérenniser pour devenir un temps fort de la scolarité des élèves et ainsi s'inscrire dans les curricula de la formation initiale. Cette première étape pourrait aussi ouvrir d'autres pistes de réflexion par la mise en œuvre d'un module de formation dédié et affiner le besoin complémentaire d'une formation continue pour les policiers déjà en poste.

Projet en cours - Élaborer un outil pratique pour lutter contre les violences sur les enfants au moyen des nouvelles technologies

Face au constat d'une recrudescence des violences en ligne, notamment sexuelles, faites à l'encontre des enfants, il apparaissait nécessaire de compléter l'outil « *Entendre et accompagner l'enfant victime de violence* » élaboré en 2015 avec l'OIF, pour intégrer des

éléments spécifiques sur ce sujet.

Ce projet soutenu par l'OIF et mis par œuvre par FRANCOPOL en partenariat avec les autres réseaux institutionnels intéressés par la thématique est une démarche transversale et multi-acteurs. Il a pour but de compléter le guide pratique de 2015, en réalisant un fascicule visant à la lutte l'exploitation sexuelle des mineurs en ligne misant sur les bonnes pratiques en lien avec la protection des enfants contre toutes les formes de violences sexuelles commises au moyen des nouvelles technologies.

Les difficultés rencontrées par les services et les professionnels de la police et de la justice sont aujourd'hui nombreuses et tiennent notamment du manque d'expérience et de formation aux spécificités de ce phénomène. La lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants mobilise de nombreuses compétences, dont la maîtrise des outils informatiques, l'expérience de la lutte contre la criminalité organisée nationale et internationale, et la sensibilisation au respect et à la protection des droits des enfants. Cet outil cherche donc à accompagner les professionnels pour mettre à leur disposition des expériences positives, cohérentes et complémentaires pour prévenir, lutter et agir efficacement contre les violences sexuelles sur les enfants commises au moyen des nouvelles technologies.

Les travaux d'élaboration sont en cours. Ils ont débuté par la diffusion d'un questionnaire aux membres de FRANCOPOL, à d'autres réseaux institutionnels tels que l'AIPPF (Association internationale des procureurs et poursuivants francophones) et la CIB (Conférence Internationale des Barreaux de tradition juridique commune) ainsi qu'à ses partenaires tel qu'ECPAT (*End child prostitution, child pornography and trafficking of children for sexual purposes*).

Comité technique police et citoyen

L'année 2021 aura été une année marquée par la préparation et la tenue du congrès international de novembre 2021. Le comité était particulièrement impliqué au sein dans la programmation du congrès. À cet égard, en plus de préparer et d'animer le panel d'experts représentant respectivement le Québec, la Belgique, la France et le Burkina Faso, les membres du comité ont assisté le comité de programme dans le choix des ateliers présentés.

Comité technique sur l'usage de la force

Lors du congrès à distance de FRANCOPOL, le Comité technique sur l'usage de la force a présenté la nouvelle formation offerte aux patrouilleurs de la Sûreté du Québec quant à la réponse que doivent offrir les policiers en présence d'une personne ayant un état mental perturbé. Cette refonte de la formation a été déclenchée par l'étude des événements ayant mené à la mort de citoyens démontrant un état mental perturbé lors d'interventions policières dans les cinq dernières années au Québec. Cette nouvelle formation a amené à revoir entièrement l'approche des interventions en la matière, et ce, pour l'ensemble du Québec.

3.2. Accroître l'efficacité du réseau

3.2.1. Tenue d'un sondage auprès des membres

En début d'année 2021, le secrétariat général a transmis à l'ensemble des membres du réseau un sondage. Il avait deux objectifs, soit de connaître l'avis des membres concernant l'organisation d'un congrès virtuel en 2021 et le report du congrès en présentiel en 2022, puis de connaître les thématiques d'intérêt des membres pour les activités du réseau en 2021. Il est à noter que 32 organisations membres de FRANCOPOL ont répondu au sondage, sur un total de 62.

En ce qui concerne l'intérêt à participer à un congrès virtuel en 2021, ce sont 26 membres qui ont répondu être en faveur, quatre ont répondu être en défaveur et deux membres n'ont pu se prononcer au moment du sondage.

Pour ce qui est du report du congrès en présentiel pour l'année 2022, 30 ont répondu être en faveur, puis deux ont répondu être en défaveur.

Plusieurs thématiques d'intérêt ont été soulevées par les membres. Certaines d'entre elles sont revenues à plus d'une reprise, et d'autres ont pu être regroupées sous une thématique plus générale. Globalement, voici les thématiques d'intérêt qui ont été relevées pour 2021 :

- La police et le citoyen;
- L'impact de la crise sanitaire sur la méfiance des citoyens;
- La valorisation du travail policier;
- La lutte contre la radicalisation;
- La santé mentale des policiers;
- Le recrutement de la diversité;
- La lutte au profilage racial;
- La formation en ligne et à distance;
- L'utilisation de la réalité virtuelle dans la formation des policiers;
- Le maintien de l'ordre et l'usage de la force;
- Les réseaux sociaux.

La quasi-totalité des thématiques relevées pouvant être abordées dans le cadre des travaux des comités techniques, le secrétariat général a fait le lien auprès des différents coordonnateurs concernés afin qu'ils puissent s'en inspirer, et également afin qu'ils prennent contact avec les organisations intéressées à collaborer aux travaux des comités techniques.

3.2.2. Travaux sur la planification stratégique 2022-2025

La planification stratégique 2018-2021 tire à sa fin. Pour cette raison, le secrétariat général de FRANCOPOL a déjà débuté les travaux de réflexion pour préparer le prochain plan stratégique 2022-2025.

Quelques priorités sont ressorties des réflexions déjà entamées, telles que la mobilisation des membres dans le développement du réseau. Un accent particulier sera mis sur cet aspect au cours des prochaines années.

De plus, la pandémie a offert à FRANCOPOL une opportunité de repenser ses façons de faire. C'est donc une opportunité importante à saisir en vue de moderniser les pratiques de

notre réseau, afin que celui-ci conserve sa pertinence pour les années à venir.

Également, un volet sur la recherche pourrait être développé. Les membres de FRANCOPOL seront consultés quant au besoin de créer un comité technique sur cette thématique.

Puis, enfin, afin de mieux refléter la vision et les valeurs actuelles de FRANCOPOL, celles-ci seront mise à jour dans la prochaine planification stratégique qui sera présentée au cours de la prochaine année.

3.2.3. Changements administratifs

Quelques changements administratifs sont survenus au sein du Bureau international de FRANCOPOL au cours de l'année 2021 :

M. Alain Gorka de la Police cantonale Vaudoise laisse sa place à M. Cyril Amberg, chef du domaine Recherche et Service linguistique, de l'Institut suisse de police. M. Gorka poursuivra ses activités au sein de FRANCOPOL via le Comité technique gestion des foules et droits des citoyens.

3.2.4. Infolettres

En 2021, le secrétariat général de FRANCOPOL a continué sa lancée quant à la publication des infolettres. C'est un total de trois infolettres qui ont été publiées.

Cet outil de communication permet d'informer rapidement un grand nombre de personnes, membres et non-membres du réseau, sur les activités réalisées ou à venir et de partager les nouvelles des membres et partenaires.

3.3. Promouvoir FRANCOPOL

3.3.1. Rencontre entre les membres canadiens

En novembre 2019, les représentants de 13 organisations canadiennes membres de FRANCOPOL se sont rencontrés pour une première fois dans les locaux de la Sûreté du Québec afin d'échanger sur les enjeux canadiens en matière de formation et de pratique policières. À l'issue de cette rencontre, les participants se sont entendus pour en faire une tradition annuelle.

La pandémie de la COVID-19 n'avait malheureusement pas permis aux participants de se retrouver en 2020, mais le vice-président Amériques, Serge Côté, a décidé de rassembler à distance les membres canadiens le 23 juin 2021 afin de répéter la tradition.

Lors de cette 2^e rencontre FRANCOPOL Canada, les participants ont pu encore une fois discuter des enjeux canadiens dans le domaine policier, et ont reçu la visite virtuelle de deux invités. M. Jeremy-Mil Wallace, directeur des affaires de la Francophonie et du Commonwealth, chez Affaires mondiales Canada, est venu présenter son organisation dans le but d'entrevoir des opportunités de projets et de partenariats avec FRANCOPOL. Ce fut aussi l'occasion d'écouter, la Dre Amélie Fournier, de l'Université de Regina, sur un projet pilote de thérapie cognitive comportementale disponible sur Internet pour le personnel de la sécurité publique du Québec et de la Saskatchewan.

3.3.2. Présence de FRANCOPOL dans divers événements

Participation de FRANCOPOL à la Journée des réseaux de l'OIF

Les journées des réseaux sont organisées annuellement par l'OIF afin de rassembler les représentants des 16 réseaux institutionnels de la Francophonie et de leur exposer les priorités et projets phares de l'organisation.

Les Journées des réseaux 2020 avaient été annulées en raison de la pandémie. La 7^e édition a donc été reportée aux 27 et 28 septembre 2021, en mode hybride, c'est-à-dire avec un représentant par réseau en présentiel, et deux autres en mode virtuel.

Madame Sophie Hatt a donc participé à la cérémonie d'ouverture en présentiel, et a été par la suite remplacée par Pascale Allisse, en présentiel, pour le reste des activités.

Patrice Cardinal ainsi qu'André Etter ont assisté aux activités en mode virtuel.

Participation à ShieldAfrica

Du 8 au 10 juin 2021, Edmond Tapsoba directeur de l'Académie de police du Burkina Faso, a représenté FRANCOPOL à la 6^e édition du salon international sécurité-défense ShieldAfrica 2021 à Abidjan, en République de Côte d'Ivoire. Le ShieldAfrica est un carrefour des technologies de sécurité, créé à Abidjan en 2013, qui permet aux hauts responsables africains des organisations publiques et privées de rencontrer des industriels du domaine de la sécurité, proposant des solutions aux problématiques et défis liés à la sécurité.

À la suite de l'invitation de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité ivoirienne, Monsieur Tapsoba a eu l'honneur de représenter notre présidente, Madame Sophie Hatt. Ainsi, aux côtés des membres des délégations officielles étrangères composées des ministres de la Défense et de la Sécurité, des directeurs généraux de police et chefs d'État-Major de la gendarmerie ou leurs représentants, il a pris part aux cérémonies officielles d'ouverture et de clôture, aux visites des kiosques d'exposition, aux exercices de simulation de certaines unités spéciales de la Côte d'Ivoire et de la Force française basée en Côte d'Ivoire à travers des démonstrations dynamiques.

En marge du salon, certains échanges ont pu être faits avec des chefs de délégations étrangères présents au salon pour parler du réseau FRANCOPOL. En outre, il a eu l'honneur d'être reçu par le Contrôleur général de police Aboubacar Diakité, directeur de l'École nationale de police d'Abidjan, avec qui a eu lieu un échange fructueux sur les activités de FRANCOPOL.

Article pour le 75^e anniversaire de l'Institut suisse de police

À l'occasion des 75 ans de l'ISP, FRANCOPOL a participé à l'écriture d'un article collaboratif pour un numéro, de format magazine, pour présenter le réseau et plus spécifiquement mettre en avant ses travaux, notamment la collection d'ouvrages de FRANCOPOL et les outils pédagogiques réalisés à destination des professionnels responsables de la protection des mineurs.

Pour fêter ses 75 ans, l'ISP a organisé un colloque en ligne le 2 décembre 2021 dernier. Patrice Cardinal, Secrétaire général de FRANCOPOL y est intervenu sur le rôle et les projets du réseau.

Accueil du conseiller numérique et innovation de l'OIF

Le 13 octobre 2021, FRANCOPOL a reçu, dans les locaux de la Sûreté du Québec à Montréal, le conseiller numérique et innovation de la secrétaire générale de la Francophonie, M. Mohammed Traoré.

M. Traoré était de passage à Montréal à l'occasion de MTL Connecte, où il présentait une conférence sur la Francophonie numérique et de ses représentations quant à la Stratégie de la Francophonie numérique 2022-2026, qui a été adoptée le 10 décembre 2021. Mme Amélie Rivard, co-coordonnatrice du Comité technique sur la cybercriminalité a présenté l'action de FRANCOPOL dans ce domaine aux membres de l'OIF et du ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec (MRIF) qui étaient présents à la rencontre.

4. États financiers

Rapport de la trésorerie

Les états financiers de FRANCOPOL ont été dressés par la trésorière de FRANCOPOL qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la trésorière de FRANCOPOL maintient un système de contrôles comptables internes conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

FRANCOPOL reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le Bureau international doit surveiller la façon dont la trésorière s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière. Les états financiers sont approuvés par l'assemblée générale.

Les états financiers qui ont été audités par la firme MALLETTE, S.E.N.C.R.L., société de comptables professionnels agréés, sont disponibles sur demande. Vous retrouverez aux pages suivantes, l'état des résultats et évolution de l'actif net, ainsi que le bilan qui nous permettent de présenter aux membres les résultats en dollars canadiens et en euros.

ORIGINAL REQUIS ET SIGNÉ

Patrice Cardinal
Secrétaire général

Andréanne Deschênes
Trésorière

Montréal, le

1202

État des résultats et évolution de l'actif net pour l'exercice terminé le 31 décembre

Présentant la valeur en dollars canadiens et en euros*

	2021		2020	
PRODUITS				
Subventions	51 069 \$	34 431 €	22 152 \$	14 483 €
Colloques et congrès	351 \$	236 €	- \$	- €
Contributions des membres	60 841 \$	41 019 €	60 314 \$	39 433 €
	112 261 \$	75 686 €	82 466 \$	53 916 €
CHARGES				
Frais d'administration (annexe)	18 464 \$	12 448 €	23 533 \$	15 387 €
MEAE – Atelier pluridisciplinaire audition et écoute des mineurs au Niger	- \$	- €	20 652 \$	13 502 €
MEAE – Droits des enfants au Burkina Faso	16 798 \$	11 325 €	678 \$	443 €
MEAE – Sensibilisation et détection des engins explosifs	14 225 \$	9 591 €	- \$	- €
OIF – Congrès à distance 2021	8 018 \$	5 406 €	- \$	- €
OIF – Guide entendre et accompagner l'enfant victime de violences en ligne	3 063 \$	2 065 €	- \$	- €
Congrès SheildAfrica	2 139 \$	1 442 €	- \$	- €
Congrès à distance 2021 – Logistique de l'événement	18 014 \$	12 145 €	3 150 \$	2 059 €
Soutien au secrétariat général	5 515 \$	3 718 €	- \$	- €
Perte (gain) de change	29 433 \$	(1 949 €)	(21 168 \$)	2 367 €
	115 669 \$	56 191 €	26 845 \$	33 759 €
EXCÉDENT/INSUFFISANCE DES PRODUITS SUR LES CHARGES	(3 408 \$)	19 495 €	55 621 \$	20 157 €
ACTIF NET, début de l'exercice	417 291 \$	268 443 €	361 670 \$	248 286 €
ACTIF NET, fin de l'exercice	413 883 \$	287 938 €	417 291 \$	268 443 €

*Il est à noter que les valeurs en euros sont fournies à titre indicatif uniquement pour les besoins du lecteur. À cette fin, le taux de change utilisé a été uniformisé. Les données présentées en euros n'ont pas été auditées.

Bilan au 31 décembre

Présentant la valeur en dollars canadiens et en euros*

	2021		2020	
ACTIF				
ACTIF À COURT TERME				
Encaisse	473 066 \$	329 112 €	460 306 \$	296 115 €
Créances	13 977 \$	9 724 €	4 117 \$	2 648 €
Placements	20 401 \$	14 193 €	20 000 \$	12 866 €
	507 444 \$	353 029 €	484 423 \$	311 629 €
PASSIF				
PASSIF À COURT TERME				
Dettes de fonctionnement	26 602 \$	18 507 €	3 247 \$	2 089 €
Apports reportés	66 959 \$	46 583 €	63 885 \$	41 097 €
	93 561 \$	65 090 €	67 132 \$	43 186 €
ACTIF NET	413 883 \$	287 939 €	417 291 \$	268 443 €
	507 444 \$	353 029 €	484 423 \$	311 629 €

ANNEXE

Pour l'exercice terminé le 31 décembre

	2021		2020	
FRAIS D'ADMINISTRATION				
Créances douteuses	1 502 \$	1 013 €	4 486 \$	2 933 €
Formation	- \$	- €	30 \$	20 €
Fournitures de bureau et papeterie	161 \$	108 €	- \$	- €
Frais bancaires	5 680 \$	3 829 €	5 790 \$	3 786 €
Frais de déplacement	1 166 \$	786 €	22 \$	14 €
Publicité et publication d'information	- \$	- €	4 838 \$	3 163 €
Services professionnels	9 595 \$	6 469 €	8 209 \$	5 367 €
Téléphonie et vidéoconférence	360 \$	243 €	158 \$	103 €
	18 464 \$	12 448 €	23 533 \$	15 386 €

*Il est à noter que les valeurs en euros sont fournies à titre indicatif uniquement pour les besoins du lecteur. À cette fin, le taux de change utilisé a été uniformisé. Les données présentées en euros n'ont pas été auditées.



Un grand merci à nos partenaires

Organisation internationale de la Francophonie

Ministère de l'Europe et des affaires étrangères français

École nationale de police du Québec

Sûreté du Québec

Service de sécurité intérieure de l'ambassade de France au Burkina Faso

Ministère de la Sécurité burkinabé

École nationale de la police du Burkina Faso

Direction générale de la police nationale du Niger

École nationale de police du Niger

EIFORCES au Cameroun

Académie de police du Burkina Faso

École Nationale de police de Korhogo en Côte d'Ivoire

Direction générale de la police nationale du Sénégal

Haut commandement de la gendarmerie nationale du Sénégal

Direction générale de la police Républicaine du Bénin

ENABEL

Institut de lutte contre la criminalité économique Suisse